

CORRECTION DES EXERCICES SUR LE CONTROLE FISCAL

EXERCICE 29.01

Répondre par vrai ou faux aux 15 affirmations suivantes:

1) Une entreprise soumise de plein droit à l'impôt sur les sociétés dont l'exercice comptable va du 1^{er} avril au 31 mars pourra faire l'objet d'un contrôle sur son exercice clos en 2014 jusqu'au 31 décembre 2017.

VRAI

Pour l'impôt sur les sociétés comme pour l'impôt sur le revenu, le délai de reprise de l'administration expire à la fin de la troisième année suivant celle au titre de laquelle l'imposition est due. De ce fait l'exercice clos en 2014 pourra être examinée jusqu'au 31 décembre 2017.

2) L'administration peut mettre en recouvrement en 2016 une imposition complémentaire relative à l'impôt sur le revenu de 2012 dès lors qu'elle a adressé au contribuable concerné une proposition de rectification au cours de l'année 2015 sur les motifs de droit et de fait conduisant au rappel d'impôt.

VRAI

Certains événements, lorsqu'ils interviennent avant l'expiration du délai de reprise, permettent d'interrompre la prescription. C'est le cas de la proposition de rectification qui permet à l'administration de faire courir à compter une prescription nouvelle de même nature et de même durée.

3) Le contribuable n'a pas l'obligation de répondre à d'une demande d'information adressée par l'administration fiscale sur sa situation au regard des impôts dont il est redevable.

VRAI

Cette demande ne revêt aucun caractère contraignant et le contribuable n'a pas l'obligation de répondre. Le défaut ou le refus de réponse n'est pas sanctionné.

4) L'administration est habilitée dans le cadre du droit de communication à recueillir auprès de toute personne des éléments pouvant lui servir à mettre en évidence les manquements de certains contribuables.

FAUX

Le droit de communication ne peut s'exercer qu'auprès des professionnels (entreprise commerciale, agricole, certaines professions non commerciales, banque et assurances), des tribunaux (autorité judiciaire et ministère public) ainsi que des organismes de sécurité sociale. En aucun cas le droit de communication s'exerce auprès d'un particulier.

5) Au niveau international l'administration fiscale peut échanger des renseignements avec les seuls pays de l'Union Européenne.

FAUX

L'administration peut échanger des renseignements avec l'ensemble des Etats membres de l'Union européenne mais aussi avec les pays ayant conclu avec la France une convention fiscale internationale prévoyant l'assistance mutuelle.

6) Le droit d'enquête a pour objet la constatation des manquements ou de l'absence de manquement aux règles de facturation auxquelles sont soumis les assujettis à la TVA.

VRAI

Ce droit est effectivement limité aux seuls manquements aux règles de facturation pour les personnes relevant de la TVA.

7) L'administration doit obligatoirement avoir l'accord du juge des libertés et de la détention pour intervenir dans les locaux du contribuable dans le cadre du droit de visite et de saisie prévu à l'article L16B du Livre des procédures Fiscales.

VRAI

Il s'agit d'une procédure très encadrée qui nécessite obligatoirement l'autorisation du juge des libertés et de la détention.

8) La vérification de comptabilité doit être réalisée uniquement dans les locaux du contribuable.

FAUX

En principe le contrôle s'effectue dans les locaux professionnels du contribuable ou au siège de l'entreprise.

Toutefois, à la demande du contribuable et avec l'accord du vérificateur, la vérification peut se dérouler entièrement au lieu où se trouvent les documents comptables (locaux du cabinet d'expertise comptable ou du conseil de l'entreprise).

9) Dans le cadre d'une vérification de comptabilité l'administration peut limiter à ne contrôler qu'un impôt.

VRAI

L'administration peut librement exercer son contrôle sur l'ensemble des impôts relatifs à la période concernée par la prescription ou limiter son contrôle un seul impôt, à une période ciblée ou à une déclaration particulière.

10) L'absence de remise de la charte des droits et obligations du contribuable vérifié avec l'avis de vérification entraîne la nullité de la procédure de contrôle.

VRAI

Il s'agit d'une obligation à remplir par l'administration. Le défaut de remise de ce document entraîne la nullité de la procédure de contrôle.

11) La durée des interventions sur place est toujours limitée à 3 mois à compter de la date de la première intervention.

FAUX

Cette durée de 3 mois ne s'applique que pour les entreprises dont le chiffre d'affaires ne dépasse pas certaines limites (783 000 € pour les entreprises industrielles ou commerciales dont l'activité principale est l'achat-revente de biens ou la fourniture de logements, 236 000 € pour les autres entreprises industrielles ou commerciales et 350 000 € pour les entreprises agricoles.

12) En cas de contestation du contribuable à la proposition de rectification suite à contrôle, l'administration est tenue de lui répondre et l'informer de la suite donnée aux rectifications initialement envisagées.

VRAI

Si le contribuable conteste, dans le délai légal, en partie ou en totalité les rectifications qui ont été faites par l'administration fiscale, celle-ci doit répondre au contribuable pour l'informer de la position qu'elle souhaite maintenir.

13) En cas d'acceptation à une proposition de rectification le contribuable n'a plus la possibilité de contester l'imposition mise à sa charge.

FAUX

Le contribuable peut toujours contester le bien fondé d'une imposition dans le délai légal même s'il a accepté initialement la position de l'administration fiscale lors du contrôle.

14) la déduction en cascade permet d'annuler les rappels de TVA sur le montant du résultat déclaré à l'impôt sur le revenu ou l'impôt sur les sociétés.

FAUX

La déduction en cascade permet à un contribuable d'obtenir que les suppléments de droits soient admis en déduction des rectifications opérées aux bases d'autres impôts également vérifiés. Il s'agit d'une anticipation de la charge à comptabiliser au titre de la TVA mais certainement pas d'une annulation du rappel de TVA.

15) Les intérêts de retard ne s'appliquent que si le contribuable est de bonne foi.

FAUX

Les intérêts de retard ont vocation à s'appliquer quels que soient les impôts ou taxes concernés, la nature de l'infraction, et les modalités de correction de cette infraction.

EXERCICE 29.02

Les rappels de TVA et rectifications opérées en matière d'impôt sur les sociétés peuvent se résumer avec le tableau suivant:

	2014	2015	2016
<u>Rappels effectués en matière de TVA</u>	1 100	1 000	2 600
<u>Rectifications opérées en matière d'impôt sur les sociétés</u>	16 500	9 000	800
<u>Résultat déclaré:</u>	42 500 €	24 800 €	32 100€

1) La société MADDIE-MARLON ne renonce pas au bénéfice de la cascade.

Dans cette hypothèse les rappels de TVA vont être déduits du montant des rectifications opérées soit:

	2014	2015	2016
<u>Résultat déclaré:</u>	42 500 €	24 800 €	32 100€
Rectifications effectués	16 500 €	9 000 €	800 €
Rappels TVA	- 1 100 €	- 1 000 €	- 2 600 €
<u>Résultat après contrôle</u>	57 900 €	32 800 €	30 300 €
<u>Soit une rectification nette de</u>	15 400 €	8 000 €	- 1 800 €
<u>Rappel d'impôt sur les sociétés</u>	5 133 €	2 667 €	- 600 €

C'est ainsi qu'au titre de l'exercice 2014, la société bénéficiera d'un dégrèvement de 600 € en matière d'impôt sur les sociétés.

Compte tenu du bénéfice de la cascade, les rappels de TVA d'un montant global de 4 700 €, qui seront payés par la société, ne pourront en aucun cas constituer une charge fiscale au titre de l'exercice du paiement.

2) La société MADDIE-MARLON renonce expressément au bénéfice de la cascade.

Dans cette hypothèse les rappels de TVA ne vont pas être déduits du montant des rectifications opérées soit:

	2014	2015	2016
<u>Résultat déclaré:</u>	42 500 €	24 800 €	32 100€
Rectifications effectués	16 500 €	9 000 €	800 €
<u>Résultat après contrôle</u>	59 000 €	33 800 €	32 900 €
<u>Soit une rectification nette de</u>	16 500 €	9 000 €	800 €
<u>Rappel d'impôt sur les sociétés</u>	5 500 €	3 000 €	267 €

Comme la société a renoncé à la cascade TVA elle pourra au titre de l'exercice du paiement des rappels TVA déduire le montant des rappels TVA soit 4 700 € de son résultat fiscal.

Cet exercice met en évidence le fait que la cascade TVA permet d'anticiper la prise en compte du rappel TVA sur l'exercice à l'origine du rappel et non sur l'exercice du paiement du rappel.